

ANALYSE CONTEXTUELLE DE LA SITUATION SECURITAIRE DE L'OPERATION DIFFA, IMPACT ET PERSPECTIVES

25 Janvier 2020

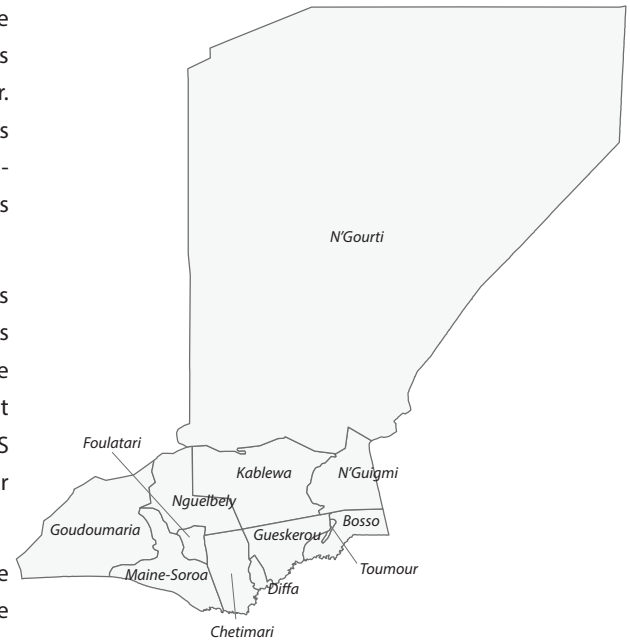
Analyse

Le climat d'insécurité généré par les activités des Groupes Armés Non Etatiques (GANE) dans la région, était essentiellement circonscrit jusqu'en fin 2018, dans la zone frontalière Nigeria/Niger, les berges de la Komadougou et dans les îles du lac, avec des incursions répétitives dans la frange sud de la ligne Chetimari –Gueskerou-Toumour. Aussi, quelques infiltrations dans des localités et sites établis sur la route nationale. Les actions dans cette dernière partie, menées généralement en souplesse, visaient essentiellement des stocks logistiques, des enlèvements à des fins de rançon ou des cas d'assassinats ciblés.

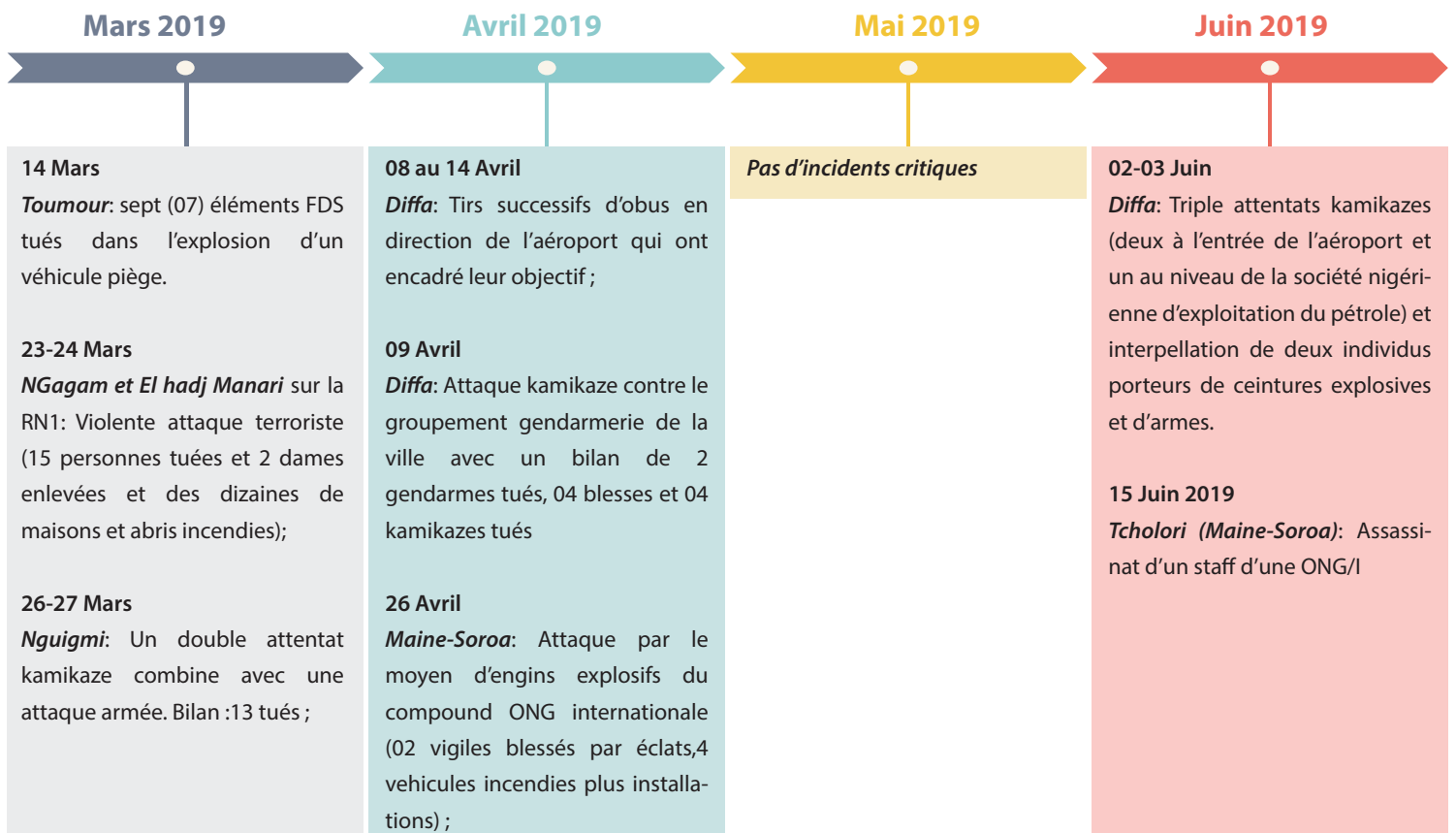
A partir de début 2019, les extrémistes ont surtout intensifié les attaques contre les forces nigérianes, les contraignant même à supprimer certaines positions, objets d'harcèlements continus. Présentement, seules deux positions existent à Damasak (face Chetimari) et à Malam Fatori (face Bosso) et lesquelles sont distantes de plus de cent (100) km. Ce qui leur a permis de gagner davantage de terrain. Les positions des FDS nigériennes subiront à leur tour des assauts des terroristes et finiront par revoir leur maillage en renforçant plutôt des positions clés.

Ces pressions sur les FDS en général seraient facilitées par la montée en puissance d'une faction notamment celle d'Al barnawi, le groupe de l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) affilié à l'Etat Islamique et qui aurait reçu des renforts significatifs en

Communes de la Région de Diffa



C'est donc ce contexte qui justifie l'extension de la menace aux grands centres urbains. Ainsi, entre Mars et Juin 2019, trois grandes villes de la région ont connu des attaques significatives et près de dix cas d'IED ont été également relevés. A titre illustratif, on peut rappeler:



Au total, on note que deux capitales départementales et celle régionale ont enregistré des attaques significatives dans un intervalle de temps très réduit et au cours desquels les terroristes ont quasiment atteint leurs cibles.

Enseignements

■ Premier enseignement:

Il est désormais établi que les terroristes ont la capacité d'atteindre leurs cibles par des moyens variés et à leur choix. Ils peuvent agir par des attaques directes, des tirs d'obus, ou bien par l'utilisation de kamikazes ou à l'aide d'engins explosifs improvisés (IED) et mines, les armes aveugles.

■ Le second et certainement le plus préoccupant pour la continuité des opérations:

Le ciblage direct dont ont fait l'objet deux organismes humanitaires, et auquel il convient d'ajouter les menaces persistantes d'enlèvements de staffs et qui du coup, annonce un changement de paradigme. Le 28 juin 2017, un double attentat kamikaze avait été perpétré sur le camp des déplacés forcés de Kablewa faisant deux tués parmi les déplacés en plus des deux kamikazes.

Et aujourd'hui, en dépit du calme relatif apparent sous-tendu par des séries d'enlèvements massifs de populations (**109 entre Novembre 2019 et Janvier 2020 dont 19 libérés moyennant rançon**) aussi bien locales que déplacées forcées à des fins de payement de rançon, l'on redoute une résurgence de l'insécurité à la faveur du retrait des eaux de la Komadougou et d'une probable offensive du groupe de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) avec l'appui éventuel de l'EI.

Continuité de l'action humanitaire

Alors dans un tel environnement, comment rester et continuer à délivrer l'assistance aux bénéficiaires ?

D'abord, il faut noter que l'exécution des programmes a été jusque-là facilitée à la fois, par la mise en œuvre des mesures édictées par le SRM, l'application rigoureuse des mesures intérimaires et d'autres mécanismes qui ont été développés localement (Cellule sécurité, Forum sécurité, ASMT, CMCOORD, Chrono activités terrain etc.).

Ensuite, avec la détérioration subite du climat sécuritaire, le Senior management a adopté des mesures additionnelles de mitigation lors de son SMT du 1er Avril 2019 de nature à permettre la continuité des opérations.

CONTACTS:

Mr. Ibrahima Diaboula, *Field Safety Adviser*, diaboula@unhcr.org, Tel: +227 80 06 81 59

Mr Maurice Azonnankpo, Head of Sub-Office Diffa, azonnank@unhcr.org, +227 92 18 58 41